

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1927.

Projet de loi relatif au rachat du chemin de fer de Spa à la frontière grand-ducale ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. **GOLENTAUX**.

MESSIEURS,

La ligne de Spa à la frontière grand-ducale, par Stavelot, Trois-Ponts-Vielsalm et Gouvy, a une longueur de 54 kilomètres 773 mètres.

La concession en a été donnée, par arrêté royal du 6 mars 1863, aux conditions d'une convention du 27 juin 1862, à la Société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg. Elle expire le 19 février 1957.

La Société concessionnaire a, de son côté, cédé l'exploitation des lignes ferrées dont elle bénéficiait tant dans le Grand-Duché qu'en Belgique, à la Compagnie de l'Est-Français pour une durée de quarante-cinq ans finissant le 31 décembre 1912.

A la suite de la guerre franco-allemande de 1870 et du transfert au Gouvernement allemand des droits de la Compagnie de l'Est, la Belgique, en vertu d'un traité du 11 juillet 1872 conclu avec l'Allemagne, se chargea de l'exploitation de la ligne de Spa à la frontière grand-ducale moyennant paiement à la Société concessionnaire d'un loyer annuel de 500,000 francs, ramené, depuis 1894, à 219,600 francs.

Cette exploitation par l'État belge est venue à expiration le 31 décembre 1912. Par des accords successifs, elle fut prorogée, toujours au même taux de loyer, soit 219,600 francs, et sous réserve de faire compte. Ce loyer a été payé pour les années 1913, 1914 (7 mois), 1919, 1920, 1921 et 1922.

Le 26 juin 1924, intervint entre le Gouvernement belge et la Société des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg, une convention consacrant le rachat et les conditions de reprise de la ligne située en territoire belge.

C'est ce rachat et la convention qui le régit, que le Gouvernement présente à l'approbation des Chambres, par le projet de loi ici soumis à notre examen.

(1) Projet de loi, n° 26.

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Golentaux, Delacollette, Duchesne, Merget, Troclet, Brassinne.

En échange de la remise de la concession ainsi que des terrains, ouvrages d'art, voies, bâtiments, dépendances, matériel, outillage et mobilier qui la concernent, l'État belge payera un prix fixé à trente-quatre annuités de 358,000 francs dont la première prend cours le 31 décembre 1923.

* *

Le prix de rachat a été déterminé, à la suite de longues et laborieuses négociations, sur les bases que nous allons résumer.

L'article 56 du cahier des charges de la concession fixait ainsi les conditions de reprise par notre Gouvernement, aux conditions suivantes :

« On calculera le revenu net des sept dernières années d'exploitation, on en retranchera celui des deux années les moins favorables et la moyenne des revenus des cinq années, après ce retranchement, sera capitalisée à raison de 5 % et on y ajoutera une prime de 15 %. »

Par accord entre les deux parties, il a été décidé que la date du rachat serait reportée au 1^{er} janvier 1913, soit à l'expiration de la concession originaire de l'exploitation belge ; de plus, il a été admis que notre gouvernement pourrait se libérer par annuités.

En l'absence des archives détruites pendant la guerre, les négociateurs sont tombés d'accord sur la fixation d'une moyenne de recettes de 222,589 francs, qui, capitalisés à 5 %, plus la prime de 15 %, donnent un capital de rachat de 5,119,547 francs.

Mais cette somme devait être majorée en vertu d'une stipulation de la convention et du cahier des charges de 1862, qui prévoyait de la part du Gouvernement belge une garantie d'intérêt allouée jusqu'au 19 janvier 1917.

De commun accord cette garantie, qui devait opérer du 1^{er} janvier 1913 au 19 janvier 1917, a été fixée à 350,000 francs par an. Sa valeur ramenée au 1^{er} janvier 1913 (date fixée pour la reprise) et au taux de 3 % donne un total de 1,343,404 francs. Le total nous donne donc 6,462,951 francs ou bien, à 3 %, 44 annuités de 266,467 francs dont la première était payable le 31 décembre 1913.

Il y a toutefois à défalquer des dix premières annuités les sommes soldées, à titre de loyer, en 1913, en 1914 et de 1919 à 1922 soit 1,226,100 francs. Avec un calcul des intérêts composés, cela ramène le total des arriérés dus pour la période 1913 à 1922, à la somme de 1,687,219 francs. Ce montant correspond à 34 annuités de 91,641 francs, ce qui joint à l'annuité de rachat de 266,467 francs donne au total 358,108 francs.

C'est ce qui justifie le paiement des 34 annuités que l'État belge aura à solder depuis le 31 décembre 1923 jusqu'au 31 décembre 1956.

* *

Cette solution est non seulement conforme aux intérêts du Trésor, mais elle règle désormais une situation en elle-même anormale.

Il n'est point nécessaire de souligner les avantages que présente, pour nos transports par fer, le fait de les voir définitivement rentrer dans le domaine national.

Dans le cas présent, il existait même une situation de fait qu'il est de la plus haute importance de voir consacrer légalement.

Ajoutons que, d'après les renseignements fournis, le capital de premier établissement de la ligne s'est élevé à 11,444,250 francs. Elle a une longueur de 55 kilomètres; au taux actuel du coût des constructions ferroviaires, son aménagement s'élèverait certainement à un prix kilométrique de beaucoup supérieur.

*
* *

Une modification de forme est demandée par le Gouvernement à l'article 2 *in fine* du projet de loi ici visé :

Le paiement par avances du Trésor des annuités de 1923 et 1924, soit 716,000 francs, sera régularisé par le Budget de la Dette publique de 1926 et non par celui de 1925 actuellement périmé.

A partir de 1925, les annuités sont prises directement en charge par le Budget de l'Administration des chemins de fer.

Il y a donc lieu de substituer dans le deuxième alinéa de l'article 2, aux mots « à l'article 25 de l'exercice 1925 » ceux de « à l'article 28 de l'exercice 1926 ».

Sous le bénéfice de cette dernière observation, la Section centrale vous convie à l'unanimité de ses membres de voter le projet présenté par le Gouvernement et de donner ainsi votre approbation à la Convention qui y est jointe.

Le Rapporteur,

FERNAND GOLENVAUX.

Le Président,

EM. TIBBAUT.

Amendement présenté par la Section centrale, à la demande du Gouvernement.

Remplacer à l'alinéa 2 de l'article 2, les mots : « à l'article 25 de l'exercice 1925 » par les mots suivants : « à l'article 28 de l'exercice 1926. »

Amendement door de Middenafdeeling voorgesteld, op aanvraag van de Regeering.

In de tweede alinea, van artikel 2, de woorden : « aan artikel 25 van het dienstjaar 1925 » vervangen door : « aan artikel 28 van het dienstjaar 1926. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1927.

Ontwerp van wet betreffende de naasting van den spoorweg van Spa naar de Groothertogelijke grens (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **GOLENVAUX**.

MIJNE HEEREN,

De lijn van Spa naar de Groothertogelijke grens, over Stavelot, Trois-Ponts, Vielsalm en Gouvy, heeft eene lengte van 54 kilometer 773 meter.

De concessie werd bij Koninklijk besluit van 6 Maart 1863 toegekend aan de « Société anonyme royale grand-ducale des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg » naar de eischen van eene overeenkomst van 27 Juni 1862. Deze overeenkomst vervalt op 19 Februari 1957.

De concessiehoudende Maatschappij heeft, harerzijds, het bedrijf der spoorwegen waarover zij beschikte, zoo in het Groot-Hertogdom als in België, overge maakt aan de « Compagnie de l'Est-Français » voor een duur van vijf en veertig jaar, die verstrijkt op 31 December 1912.

Ten gevolge van den Fransch-Duitschen oorlog van 1870 en van de overdracht aan de Duitse Regeering van de rechten der « Compagnie de l'Est », heeft België, krachtens een verdrag, op 11 Juli 1872 met Duitschland gesloten, het bedrijf op zich genomen van de lijn Spa naar de Groothertogelijke grens, mits aan de concessiehoudende maatschappij jaarlijks de som van 500,000 frank uit te betalen als pachtprijs, som die, sedert 1894, op 219,600 frank werd gebracht.

Deze inbedrijfneming door den Belgischen Staat verviel op 31 December 1912. Krachtens opeenvolgende overeenkomsten, werd de geldigheidsduur verlengd, maar steeds tegen denzelfden pachtprijs, zijnde 219,600 frank, en onder voorbehoud desnoods later af te rekenen. Deze pachtprijs werd betaald voor de jaren 1913, 1914 (7 maanden), 1919, 1920, 1921 en 1922.

Op 26 Juni 1924 werd tusschen de Belgische Regeering en de « Société des

(1) Wetsontwerp, n° 26.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Golenvaux, Delacollette, Duchesne, Merget, Troclet en Brassinne.

Chemins de fer Guillaume-Luxembourg » eene overeenkomst gesloten tot naasting van de lijn die op Belgisch grondgebied is gelegen.

Deze naasting, alsmede de desbetreffende overeenkomst, legt thans de Regeering, door middel van onderhavig wetsontwerp, aan de Kamer ter goedkeuring voor.

In ruil voor de overgave van de concessie, evenals van de gronden, kunstwerken, spoorlijnen, gebouwen, aanhoorigheden, materieel, uitrusting en meubelen, die er mede samengaan, zal de Belgische Staat een prijs betalen, vastgesteld op vier en dertig annuïteiten van 358,000 frank, waarvan de eerste aanvang neemt op 31 December 1923.

* .

Voor den prijs van de naasting heeft men, na lange en drukke onderhandelingen, gesteund op de grondslagen die wij zullen samenvatten.

Artikel 56 van het lastenkohier van de concessie bepaalde de voorwaarden van overneming door den Staat als volgt :

« Men zal de zuivere opbrengst berekenen der laatste zeven jaren van exploitatie, men zal er deze van de twee minst voordeelige jaren aftrekken en de gemiddelde som van de inkomsten van die vijf jaren, na dit aftrekken, zal gekapitaliseerd worden op voet van 5 t. h. en men zal er eene premie bijvoegen van 15 t. h. »

Met instemming van beide partijen, werd beslist dat de datum van naasting zou gebracht worden op 1 Januari 1923, te weten bij het bestrijden van de oorspronkelijke concessie van de Belgische exploitatie; er werd bovendien aangenomen dat onze Regeering met jaaruitkeeringen zou kunnen afbetalen.

Bij gebrek van de archieven, onder den oorlog verwoest, zijn de onderhandelaars overeengekomen de gemiddelde som van ontvangsten te schatten op 222,589 frank, welke som, gekapitaliseerd aan 5 t. h. plus de premie van 15 t. h., een kapitaal van naasting van 5,119,547 frank vertegenwoordigt.

Deze som moest echter verhoogd worden krachtens eene bepaling van de overeenkomst en van het lastenkohier van 1862, waarin van de zijde der Belgische Regeering een interestwaarborg, verleend tot 19 Januari 1917, voorzien was.

In gemeen overleg, werd deze waarborg, die moest gelden van af 1 Januari 1913 tot 19 Januari 1917, vastgesteld op 350,000 frank 's jaars. De waarde ervan, teruggebracht op 1 Januari 1913 (datum bepaald voor de naasting) en aan een interest van 3 t. h., geeft een totaal van 1,343,404 frank.

De geheele som geeft ons dus 6,462,951 frank, ofwel, aan 3 t. h., 44 annuïteiten van 266,467 frank, waarvan de eerste betaalbaar was op 31 December 1913.

Van de eerste tien annuïteiten, moeten evenwel afgetrokken worden de sommen betaald als huur, in 1913, in 1914, en van 1919 tot 1922, hetzij 1,226,100 frank. Met de berekening van den samengestellten interest, brengt dit de geheele achterstallige som verschuldigd voor het tijdperk 1913 tot 1922, tot de som van 1,687,219 frank. Dit bedrag komt overeen met 34 annuïteiten van 91,641 frank, en deze som, gevoegd bij de annuïteit van naasting van 266,467 frank, maakt in het geheel 358,108 frank.

Dit verklaart de betaling van de 34 annuïteiten die de Belgische Staat zal te betalen hebben van af 31 December 1923 tot 31 December 1956.

*
* * *

Deze oplossing waarborgt niet enkel de belangen van de Schatkist, maar zij regelt voortaan een toestand die op zich zelf abnormal was.

Het is onnoodig den nadruk te leggen op de voordeelen voor onze spoorwegen die voortvloeien uit het feit dat zij voor goed in het nationaal bezit zijn gekomen.

In het onderhavig geval, bestond er zelfs een feitelijke toestand die van 't hoogste belang is door de wet te doen bekrachtigen.

Voegen wij hieraan toe dat, volgens de bekomen inlichtingen, het oprichtingskapitaal voor de lijn, 11,444,250 frank beliep. Zij heeft eene lengte van 55 kilometer; met den huidige prijs van de oprichting van spoorlijnen, zou de nieuwe inrichting van bedoelde lijn stellig een veel hooger prijs per kilometer kosten.

*
* * *

Een wijziging in den vorm wordt door de Regeering gevraagd in artikel 2 van bedoeld ontwerp (*in fine*) :

De betaling door middel van voorschotten der Schatkist, van de annuïteiten van 1923 en 1924, hetzij 716,000 frank, zal geregeld worden door de Begrooting van de 's Lands Schuld voor 1926 en niet door die van 1925, die thans verjaard is.

Van 1925 af, worden de annuïteiten rechtstreeks ten laste gelegd van de Begrooting van het Beheer der Spoorwegen.

In het tweede lid van artikel 2, dienen dus de woorden « aan artikel 25 van het dienstjaar 1925 » vervangen te worden door deze : « aan artikel 28 van het dienstjaar 1926 ».

Onder voorbehoud van deze laatste aanmerking, noodigt de Middenafdeeling U eenparig uit, om het door de Regeering ingediend wetsontwerp aan te nemen en aldus uwe goedkeuring te hechten aan de Overeenkomst die bij het ontwerp gevoegd is.

De Verslaggever,
FERNAND GOLENVAUX.

De Voorzitter,
EM. TIBBHUT.

Amendement présenté par la Section centrale, à la demande du Gouvernement.	Amendement door de Middenafdeeling voorgesteld, op aanvraag van de Regeering.
Remplacer à l'alinéa 2, les mots : « à l'article 25 de l'exercice 1925 » par les mots suivants : « à l'article 28 de l'exercice 1926. »	In de tweede alinea, van artikel 2, de woorden : « aan artikel 25 van het dienstjaar 1925 » vervangen door : « aan artikel 28 van het dienstjaar 1926. »

(A)

(N° 132.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1926-1927.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

(FEBRUARI 1927)

LIJST TOT OP 10 MAART 1927

VERZOEKSCRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZocht

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|----|-------|--|
| 1. | 3537. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel, den 6 ^e Januari 1927,
Vraagt de heer Moyaerts, algemeene schrijver van de « Fédération nationale hôtelière de Belgique », te Brussel, het aannemen eener wet op den handelseigendom.

BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i> |
| 2. | 3538. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Antwerpen, den 23 ^e December 1926,
Vraagt de heer Blockx, voorzitter van de Koninklijke Maatschappij der Bouwkundigen, te Antwerpen, dat in zake van huurvereenkomsten naar het gemeen recht wordt teruggekeerd

BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i> |
| 3. | 3539. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Dour, den 25 ^e December 1926,
Vraagt de heer Wilquin, secretaris van de groep der socialistische oud-strijders en oud-militairen te Dour, een onderzoek over een feit dat in de kazerne van Bergen is voorgevallen,

BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.</i> |
| 4. | 3540. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Leuven, den 26 ^e December 1926. |

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Vraagt de heer Coppens, opgeslotene in de celgevangenis van Leuven, de herziening van zijn veroordeeling.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

5. 3541. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Luik, den 3^a Januari 1927,

Teekent de heer Rehau, Mathieu, te Luik, protest aan tegen de intrekking van het hem toegekende ouderdomspensioen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.*

6. 3542. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Neufchâteau, den 23^a December 1922,

3547. Drukt de gemeenteraad van Neufchâteau den wensch
3552. uit, dat, voor het dienstjaar 1927, de bepalingen der wet
3556. van 17 Maart 1925 op het provinciaal en gemeentelijk
3563. belastingwezen zuiver en eenvoudig zouden verlengd wor-
3568. den, en men de wijzigingen zou bestudeeren, die zouden
3572. moeten gebracht worden in de wet tot instelling van het
3601. « Fonds der Gemeenten », ten einde de gemeenten in staat te stellen hunne begrooting in evenwicht te brengen.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Angleur, Ath, Bergen, Bouffoulx, Couillet, Courcelles, Edingen, Ensival, Fontaine-l'Évêque, Gembloers, Gilly, Grivegnée, Haine-Saint-Pierre, Halle, Herstal, Heusy, Heyst a/Zee, Jemappes, Komen, Limbourg, Nieuwpoort, Oostende, Piéton, Quaregnon, Sint-Amands-Berg, Sint-Joost-ten-Oode, Spa, Tamsche, Wasmes.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

7. 3543. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Châtelet, den 23^a December 1926,

3548. Drukt de gemeenteraad van Châtelet den wensch uit,
3553. dat de registers van den Burgerlijken Stand van het
3557. zegelrecht zouden worden vrijgesteld.

3567. Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van
3571. Angleur, Bouffoulx, Carnières, Charleroi, Farciennes,
3575. Fontaine-l'Évêque, Haine-Saint-Paul, Herstal, Jumet,
3588. Kessel-Loo, Meenen, Meirelbeke, Montegnée, Ougrée, Thienen, Trazegnies, Vottem, Zinnik.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

8. 3551. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Vorst, den 17^a Januari 1927,

Vraagt de heer Pinchart, te Vorst, staatsbeambte, dat de beamten die de zorg hebben voor een kind, dat hun door

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

het Beschermmcomiteit voor verlaten kinderen werd toevertrouwd. de gezinsvergoeding zouden mogen genieten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Koloniën.

- | | | |
|----|----------------|--|
| 9. | 3555.
3597. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Charleroi, den 15 ^e Januari 1927, |
|----|----------------|--|

Drukt de gemeenteraad van Charleroi den wensch uit, dat de wetgever zou wijziging brengen aan artikel 5, § 1 der wet van 7 Juni 1926 en zou herstellen n^o 2^e van § 1 van het eerste artikel der wet van 28 Februari 1920, waarbij wordt voorgeschreven de taxe op de openbare vertooningen af te trekken om het bedrag van de belastbare ontvangsten te bepalen.

Zelfde verzoekschrift van wege den gemeenteraad van Bergen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 10. | 3558. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Farcennes, den 26 ^e Januari 1927. |
|-----|-------|--|

Drukt de gemeenteraad van Farcennes den wensch uit, dat volledige zelfstandigheid aan de gemeenten zou teruggeschonken worden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

- | | | |
|-----|---|--|
| 11. | 3559.
3561.
3578.
3580.
3585.
3590.
3595.
3599.
3606. | <p>Bij verzoekschrift gedagteekend uit Luik, den 25^e Januari 1927,</p> <p>Vraagt de heer Batta, secretaris van de mutualiteit « Les Artisans Réunis », te Luik, de aanneming van een wetsontwerp tot oprichting van een mutualiteitsfonds.</p> <p>Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Robert, secretaris van het Verbond der Socialistische Mutualiteiten en Mutualistische Vereenigingen van de provincie Luik, te Luik ; den heer Simon, secretaris van de Mutualiteits-onderstandskas « La Solidarité », te Houdeng-Goegnies ; van den heer Sauvage, Wilmer, voorzitter van de Mutualiteits-onderstandskas van Manage; van den heer Cogniat, Jules, voorzitter van de Socialistische Mutualiteit van Merbes-le-Château ; van de heeren Drugman, Boitte en Lambert, namens de Socialistische Mutualiteiten van Jolimont, Haine-Saint-Paul en « Le Progrès », te Verviers; van den hr Neffe, Léon, voorzitter van de Mutualiteit « L'Egalité », te Pont-à-Celles ; van den heer Cantiau, Léon, voorzitter van het Mijnerwerkerssyndicaat, te Houdeng-Goegnies ; van den heer Bouchez, voorzitter van de Afdeling der Socialistische Mutualiteiten van Pérounes-</p> |
|-----|---|--|

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Charbonnages ; van den heer Desier, secretaris van de Mutualiteit « La Solidarité », te La Louvière, en van den secretaris van de Mutualiteit van het Vrij Verbond der werklieden en arbeiders der gekamde wol van Verviers en omstreken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

12. 3564 Bij verzoekschrift gedagteekend uit Olne, den 26ⁿ Januari 1927,

Drukt de heer Martiny, voorzitter van de onderstandscommissie, te Olne, den wensch uit, dat de jaarlijksche tegemoetkoming van 480 frank, verleend aan de ten huize gesequestreerde behoeftigen, zou verhoogd worden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

13. 3565. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Doornik, den 25ⁿ Januari 1927,

Vraagt de heer Lohest, voorzitter van de « Chambre de commerce et d'industrie du Tournaisis », te Doornik, de hervorming van ons fiscaal stelsel.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

14. 3566. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Aarlen, den 27ⁿ Januari 1927,

Verzoekt vrouwe weduwe Bertrand, te Aarlen, de tussenkomst van de Kamer om de verevening van hare oorlogsschade te bekomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.

15. 3570. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Trazegnies, den 31ⁿ December 1926,

3583.
3586. Drukt de gemeenteraad van Trazegnies den wensch uit,
3589. dat het bedrag der ouderdomspensioenen zou verhoogd
3600. worden.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Berchem-Antwerpen, Deurne, Schelle en Schooten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

16. 3573. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Montignies-sur-Sambre, den 31ⁿ Januari 1927,

Vraag de heer Renversez, te Charleroi, dat onverwijld, nauwkeurige aanduidingen worden verstrekt over de wijze van toepassing der wet op de bescherming der oorspronkelijke benamingen van wijnen en brandewijnen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

17. 3574. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Dieghem, den 3^e Februari 1927,

Teekent de gemeenteraad van Dieghem verzet aan tegen het ontwerp van overplaatsing van het vredegericht van Schaarbeek naar het Justitie-paleis te Brussel.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

18. 3578. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brugge, den 3^e Februari 1927,

Vragen de voorzitter en secretaris van de Handelskamer van Brugge, stad en arrondissement, dat een wetsontwerp worde ingediend tot invoering van de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie*

19. 3579. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Verviers, den 4^{ste} Februari 1927,

Vraagt de bondssecretaris van het socialistisch verbond, van het arrondissement Verviers, te Verviers :

1^o de aanneming van een wet tot oprichting van een mutualiteitsfonds ;

2^o de verhooging van de aan de pensioenkassen toegekende toelagen met 50 t. h. ;

3^o de perequatie van het bedrag der pensioenen ;

4^o de herziening van de algemeene wet op de pensioenen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.*

20. 3581. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel, den 7^e Februari 1927,

Vraagt de heer Michel, Paul, te Brussel, zekere afwijkingen van de regelen die het examen tot het bekomen van het diploma van tand-arts beheerschen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.*

21. 3582. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Sint-Jans-Molenbeek, den 8^e Januari 1927,

Vraagt de heer Banckaert, Prosper, te Sint-Jans-Molenbeek, de teruggave van zijn ouderdomspensioen-brevet.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.*

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

22. 3584. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Herenthals, den 11ⁿ Januari 1927,

Vraagt de heer Leemans, voorzitter van den « Burgersbond », te Herenthals, de herziening van de wetgeving op het zegrecht.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

23. 3591. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel, den 16ⁿ Februari 1927,

Vraagt de heer Levêque, algemeen schrijver van het « Nationaal Verbond der Weggevoerden van België », te Brussel, dat al de weggevoerden het voordeel mogen genieten van artikel 7 der samengeordende wetten, betreffende de vergoedingen te verleen en aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, om 't even naar welk oord zij weggevoerd zijn geweest.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

24. 3592. Bij verzoekschrift gedagteekent uit Luik, den 16ⁿ Februari 1927,

Vraagt de heer Plomden, voorzitter van « La Ligue d'action wallonne », te Luik, de uitvoering van de werken tot beveiliging der oeverbewoners van de Maas tegen de overstromingen, en het aannemen van de credieten waarvan de verwezenlijking der Luiker Tentoonstelling afhangt.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.*

25. 3594. Bij verzoekschrift uit Luik, zonder datum,

Vragen de heeren Duchesne en Félot, namens de Waalsche Vereeniging van het Staatspersoneel en van het personeel der openbare besturen, te Luik, dat het Staatspersoneel zou voortgaan het voordeel te genieten hun verzekerd bij de artikelen 9 en 10 van de wet tot regeling van het taalgebruik in bestuurszaken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeezezen, Posterijen, Telegraaf, Telefoon en Luchtvaart.*